

« PASSER DU PUBLIC AU PRIVÉ : CHOC CULTUREL OU CONTINUITÉ ? »

Les déjeuners débats d'ETHIC



NOTRE INVITÉ

ERIC WOERTH

ANCIEN MINISTRE, PRESIDENT DU PMU

NOTRE PARTENAIRE

Top Management
France
Le premier réseau des Dirigeants d'entreprises

Le Mouvement ETHIC (*Entreprises de Taille Humaine, Indépendantes et de Croissance*) recevait **Eric WOERTH**. Ancien ministre, député de l'Oise et maire de Chantilly pendant plus de vingt ans, Éric Woerth a débuté sa carrière dans le secteur privé, notamment dans le conseil et l'audit, avant de s'engager en politique. Il a ensuite occupé plusieurs fonctions ministérielles, notamment à la réforme de l'Etat, au Budget et au Travail. En mars 2026, il a quitté son mandat de député pour prendre la présidence du PMU, marquant ainsi son retour dans le secteur privé après plusieurs décennies de vie politique.

En introduction, Éric Woerth a présenté le **fonctionnement du PMU**, groupement d'intérêt économique (GIE), organisé autour des sociétés mères de courses hippiques, sous la tutelle des ministères de l'Économie et de l'Agriculture.

Notre invité a ensuite abordé la gouvernance, qu'il définit comme « **la manière de décider** », reconnaissant que « **dans le public, on a du mal à décider** ». Il estime néanmoins que l'État ne peut être comparé à une entreprise, ce qui a fait réagir **Sophie de Menthon, Présidente d'ETHIC**, pour qui l'État gagnerait à s'inspirer des méthodes de management du privé.

Sophie de Menthon l'a également interpellé sur la difficulté à décider dans le public et interrogé sur ses propositions économiques face à la situation actuelle. Éric Woerth a évoqué les contraintes et surtout l'absence de majorité : « **C'est comme si vous n'étiez pas majoritaire dans votre conseil d'administration** ». Un facteur d'immobilisme auquel s'ajoutent, selon lui, l'absence de culture du résultat et de réelle évaluation des politiques publiques.

Il a souligné que « **la politique, ce n'est pas vertical, c'est horizontal** », insistant sur la nécessité de composer avec de multiples acteurs. Il a déploré l'instabilité des fonctions ministérielles, citant notamment l'Éducation nationale et la succession de ministres, qui empêche toute vision à long terme. Selon lui, le secteur public peine à se projeter avec des mandats de plus en plus courts, contrairement à l'entreprise, qui bénéficie d'une plus grande stabilité. Il a dénoncé une véritable « **dictature du court terme** » dans la vie politique.

Enfin, Éric Woerth a insisté sur la **nécessité de réformer l'État**, rappelant l'utilité de la révision générale des politiques publiques (RGPP) menée sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

UN ÉCHANGE CONSTRUCTIF AVEC NOS MEMBRES

Dan Deville, Président de DEVILLE GROUP Executive recruitment and training, a demandé à Éric Woerth quelles difficultés il avait rencontrées dans ses passages entre public et privé.

Notre invité n'en a pas identifié de difficultés particulières, hormis la difficulté à concilier vie professionnelle et engagement politique, ayant été élu très jeune. Il a rapidement abandonné ses postes dans le privé. Il a également salué la décision de Bruno Le Maire de démissionner de la fonction publique.

Hervé Lecesne, Président de NACTIS SAS Family Office, a demandé : « Pourquoi les personnalités politiques sont-elles lâches ? »

« Je ne pense pas que les personnalités politiques soient lâches, mais elles manquent de courage », a répondu Éric Woerth, non sans faire sourire l'assistance. Un manque de courage qu'il attribue à la crainte de déplaire à un électorat peu favorable aux réformes.

Armand-Ghislain de Maigret, Président d'Altec Industries, s'est interrogé sur les raisons de rester optimiste pour la France : « N'atteignons-nous pas les limites de la démocratie ? »

Éric Woerth a mis en garde contre la tentation autoritaire, rappelant qu'une démocratie peut rapidement devenir une « démocratie ».

Michel Cicurel, Président de Michel Cicurel Conseil, a soulevé un paradoxe français : « Comment expliquer que les Français prennent autant de risques dans les jeux et aussi peu dans les investissements ? »

Éric Woerth a rappelé que la France était historiquement un pays d'épargne, regrettant qu'une part trop faible de celle-ci soit orientée vers le financement des entreprises.

Antoine Amer, Président d'Advisantis, après avoir évoqué la responsabilité d'Éric Woerth dans la situation financière du pays, l'a interrogé sur les responsabilités des personnalités politiques et « Pourquoi l'État s'occupe-t-il de tout ? Pourquoi intervient-il dans le PMU ? »

Éric Woerth a rappelé qu'être élu relevait d'un véritable « sacerdoce », comportant de nombreux risques, notamment pénaux, tout en reconnaissant : « Nous sommes une République de parapluies où personne ne veut être responsable. ». Il a également insisté sur la mission de service public confiée par l'Etat au PMU.

Marie-Cécile Renault, rédactrice en chef adjointe au Figaro, lui a demandé quel projet de réforme des retraites il soutenait parmi ceux des candidats à l'élection présidentielle.

Éric Woerth a désigné la proposition d'Édouard Philippe comme « la plus complète et la plus courageuse », rappelant qu'avant François Mitterrand, l'âge légal de départ à la retraite était de 65 ans, malgré une espérance de vie nettement inférieure à celle d'aujourd'hui.